

sur la situation des logements. Le gouvernement est là en pleine contradiction. Toute tentative pour combattre l'inflation en accroissant l'offre de logements est déjà anéantie par une contradiction évidente dans la politique gouvernementale.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le ministre a parlé d'une baisse des impôts—mesure qu'il disait, il y a six mois, devoir mener le pays à la faillite. Il a parlé de l'accroissement des pensions de vieillesse—il disait de même il y a six mois que cela mènerait le pays à la faillite. Il a dit la même chose à propos des allocations familiales. Parlez-moi de gens qui changent d'avis! Parlez-moi de girouettes! Je ne connais personne ici, ni dans les premières ni dans les dernières banquettes qui arrive à la cheville du ministre des Finances quand il s'agit de changer d'avis.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Que personne ne s'inquiète trop que l'honorable représentant rejette la politique que nous avons proposée aujourd'hui, car, d'après ce que l'on a pu constater ces derniers six mois, il est très probable qu'il l'adoptera demain.

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Le ministre dit que nous nous sommes grossièrement trompés sur la situation économique. J'ai fait des observations sur la politique économique du gouvernement et sur la situation économique, surtout depuis 1969-1970. Je me souviens combien le ministre des Finances d'alors—c'était en 1970 ou en 1971—s'était moqué de notre prédiction selon laquelle le taux de chômage ne tomberait pas au-dessous de 6 p. 100. Parlez-moi d'une erreur de jugement! Mais cela ne gêne pas le ministre actuel des Finances, qui a implicitement désavoué la politique suivie par ses prédécesseurs en 1969, 1970 et 1971. J'ai dit que nous n'avions pas changé d'idée, depuis 1969, sur les politiques économiques que nous défendons, et nous avons eu raison. Par contre, jusqu'ici au moins, le ministre actuel des Finances et ses prédécesseurs ont toujours eu tort.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Voilà une chose que l'on peut dire sans risque de contradiction. Lorsque le budget a été présenté en février, nous avons préconisé un double objectif destiné à venir à bout du chômage, et nous avons suggéré, en effet, dans le cadre de cette proposition, de supprimer la taxe de vente sur les matériaux de construction. Nous avons aussi recommandé de supprimer la taxe de vente non seulement sur les vêtements pour enfants mais sur tous les vêtements, à la fois pour stimuler l'économie et aussi pour réduire les coûts. C'était une double proposition qui aurait stimulé l'économie tout en jugulant l'inflation, dans l'espoir que les gens l'appuieraient de tout cœur. Le tragique de la situation actuelle c'est que le gouvernement n'a pas de tactique capable de juguler l'inflation. Le tragique encore c'est que longtemps avant que le taux de chômage ne soit revenu à un niveau acceptable, surtout dans certaines régions du pays et en particulier chez les jeunes, les taux d'intérêt auront monté en flèche et auront atteint des niveaux encore plus élevés qu'à l'heure actuelle. Les difficultés que nous avons connues vont donc se reproduire.

Quant aux méthodes du gouvernement, en février dernier, le ministre des Finances déclarait que son budget réussirait à modérer l'inflation. Par rapport aux mêmes

Coût de la vie

mois l'année dernière, les prix ont augmenté de 5.8 p. 100 en février à 7.3 p. 100 en mai. Les aliments destinés à la table familiale coûtent en mai cette année plus de 15 p. 100 de plus qu'avant, pourtant, alors qu'on a la preuve que le taux d'inflation s'accélère au Canada, le ministre continue sa politique de toute évidence inefficace.

● (1730)

Il parle de ses diminutions des droits d'accise. Au moment du budget cela devait faire beaucoup pour le contrôle de l'inflation. En fait, cela a si peu fait que les indices ont continué de grimper et que le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Gray) n'a pas le courage de présenter le rapport qu'il devait présenter à propos de l'examen et de la surveillance de ces réductions de taxe.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: C'est là que l'on peut mesurer l'efficacité du budget du ministre des Finances. Qu'a fait le gouvernement? Il a chargé une commission d'étudier les prix des aliments; une commission qui n'a pas de pouvoir réel. De toute façon on ne peut considérer les prix des aliments séparément. L'année dernière, le coût de la production agricole s'est élevé de 10 p. 100. Au premier trimestre de cette année l'augmentation fut encore très sensible. La seule façon de s'attaquer aux prix des aliments est de le faire par l'intermédiaire de la Commission. Je pense que c'est pourquoi, dans ses recommandations sur le budget, la Fédération canadienne de l'agriculture a déclaré:

A l'occasion de la récente assemblée annuelle, les délégués se sont déclarés en faveur de l'institution d'un contrôle des prix et des salaires qui s'ajoute aux grandes politiques fiscales et monétaires. Les agriculteurs considèrent qu'ils ont été et qu'ils sont toujours parmi les perdants, non parmi les gagnants...

Les agriculteurs reconnaissent que le gouvernement ne fera pas baisser le prix des denrées alimentaires avec une commission sans pouvoirs. Pour venir à bout du problème, il faut adopter une politique cohérente et s'attaquer à l'inflation sur toute la ligne. Les politiques gouvernementales actuelles n'ont pour résultat que de faire monter les prix et les taux d'intérêt, ce qui aura des effets désastreux pour beaucoup de Canadiens.

Plus récemment, le gouvernement a manifesté autant d'indifférence inconsidérée pour les hausses du coût de la vie qu'il l'avait fait précédemment pour l'augmentation du chômage. Il ne prend tout simplement aucune mesure efficace pour remettre de l'ordre dans l'économie. On doit se demander pourquoi, étant donné l'urgence du problème, à un moment où nous avons la possibilité de suivre un cours parallèle à celui de la Grande-Bretagne, qui a davantage de succès en ce qui concerne son blocage des prix que le ministre ne veut l'admettre...

Une voix: Quels sont les chiffres?

M. Stanfield: Les chiffres sont là, et ils sont bien meilleurs que le député ne veut le croire. Nous avons la possibilité maintenant de nous attaquer à ce problème et nous avons insisté pour que des mesures énergiques soient prises en février. Nous devons donc continuer à nous demander pourquoi le gouvernement canadien est si satisfait. Nous pensons qu'on peut faire quelque chose. Nous avons présenté des propositions en février. Nous avons dit que nous aurions un blocage des prix et des revenus de 90 jours, afin de briser l'engrenage des augmentations des coûts et des prix et afin de réunir les provinces, les producteurs, les syndicats et les hommes d'affaires pour qu'ils étudient des contrôles plus sélectifs,